

N°2018-BCA-71

- Membres théoriques :  
5

- Membres en exercice :  
5

- Membres présents :  
5

- Votants :  
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RECRUTEMENT DE SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES SOUS CONTRAT**

Le 04 juillet 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *les articles 3, 3-1, 3-2 et 3-6 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984,*
- *le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *le décret n° 2001-1382 du 31 décembre 2001 relatif au temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels.*
- *le décret n° 2009-1208 du 09 octobre 2009 relatif au recrutement de sapeurs-pompiers volontaires par contrat,*
- *la délibération n°2018-BCA-37 du 04 avril 2018 relative au recrutement de sapeurs-pompiers volontaires sous contrat,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Lors de la réunion du 04 avril 2018, les membres du Bureau du conseil d'administration ont validé le principe du recrutement de sapeurs-pompiers volontaires sous contrat.

Pour mémoire, l'article 3-6 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prévoit l'applicabilité des articles 3, 3-1 et 3-2 de cette même loi au sein des Sdis pour assurer le remplacement momentané de sapeurs-pompiers professionnels ou pour exercer des fonctions correspondant à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité. Seuls des sapeurs-pompiers volontaires peuvent être recrutés par contrat à cette fin.

Le service, dans l'attente du résultat de concours de caporal, a souhaité recruter des sapeurs-pompiers volontaires sous contrat afin d'assurer momentanément le remplacement de sapeurs-pompiers professionnels sur des postes vacants.

Dans ces conditions, il a été acté le recrutement de 15 sapeurs-pompiers volontaires contractuels sur des fonctions d'équipier pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 6 janvier 2019 et 3 sapeurs-pompiers volontaires contractuels pour intégrer le CTA-CODIS sur des fonctions d'opérateur pour la période du 28 mai 2018 au 28 février 2019.

Or, les besoins du service, résultant notamment de demandes de mutation depuis la dernière délibération, amènent à demander aux membres du Bureau, la possibilité d'ajuster autant que de besoin, dans la limite des postes budgétaires, le recrutement de sapeurs-pompiers volontaires contractuels.

L'article 4 du décret n°2009-1208 indique que les sapeurs-pompiers volontaires recrutés par contrat perçoivent « *une rémunération dont le montant est fixé par référence à l'emploi pour lequel il est recruté, dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration déterminant le régime général des rémunérations des contrats prévus par le présent décret.* »

En conséquence, il est proposé de fixer la rémunération par référence à l'emploi d'équipier au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, échelon 2 soit à l'indice brut 354. En sus, les intéressés percevront le régime indemnitaire suivant :

- prime de feu à 19% du traitement de base,
- indemnité de logement,
- indemnité de responsabilité à 6 % du taux moyen du grade de caporal pour les équipiers et 7,5 % pour les opérateurs.

La délibération n°2018-BCA-37 du 04 avril 2018 est de fait abrogée.

\*

\*\*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**



**André GAUTIER**